

Pascal DELWIT

## LES CONCEPTIONS DE L'EUROPE DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE ENTRE 1940 et 1947

Aux origines des Communautés européennes, le mouvement communiste exprima une profonde hostilité aux projets d'unification et d'intégration européennes soumis aux pays d'Europe occidentale (1).

Peut-on pour autant dire que cette attitude était inscrite dans leur ligne politique bien avant l'évocation de la CECA et de la CED ? Peut-on, par ailleurs, dégager une ou des conceptions de l'Europe dans le mouvement communiste durant la guerre et la période pendant laquelle nombre de partis communistes occidentaux participèrent au gouvernement ? Telles sont les questions qui ont guidé cette contribution.

Pour tenter d'y répondre, nous nous sommes surtout penchés sur les prises de position des partis communistes français et belge. Mais bien entendu, l'examen et l'analyse de toute problématique en rapport avec les partis communistes nécessitait un renvoi permanent aux prises de position de l'Internationale communiste jusqu'à sa dissolution officielle en mai 1943 et aux déclarations en provenance d'Union soviétique. En outre, elle commandait immanquablement un découpage chronologique tant il est vrai que les évolutions et les tour-

---

(1) En ce qui concerne les positions de l'Union soviétique, nous reportons le lecteur à notre contribution : « Historique des relations entre la Communauté européenne et les pays d'Europe centrale et orientale », in *Un défi pour la Communauté européenne : les bouleversements à l'Est et au Centre du continent*, éditions de l'Université de Bruxelles, Collection de l'Institut d'études européennes, 1991, 297 pages. Pour ce qui est des partis communistes d'Europe occidentale, voir Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, José GOTOVIRCH, *L'Europe des communistes*, éd. Complexe, 1992, 353 pages et, comme exemple, Pascal DELWIT, « Le parti communiste de Belgique face aux Communautés européennes », in Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, *La gauche face aux mutations en Europe*, éd. de l'Université de Bruxelles, collection *Histoire, économie, société*, 1993, 218 pages.

nants furent considérables au niveau de la politique impulsée par l'Internationale communiste.

### I. — DE LA LUTTE CONTRE LE FASCISME À L'ATTAQUE ALLEMANDE DU 22 JUIN 1941

En dépit des prémices du tournant opéré par Staline envers Hitler en 1938, en mars, en mai et plus encore en août 1939, l'antifascisme et l'hostilité à l'Allemagne nazie sont les références stratégiques fondamentales de l'Internationale communiste et ses sections jusqu'à la conclusion du pacte germano-soviétique d'août 1939. Dans cette période, devoirs « *nationaux* » et « *communistes* » se conjuguent dans la lutte pour la défense de la patrie et des acquis sociaux contre l'Allemagne nazie. Ce message qui fait aussi référence aux nécessités des alliances — tant sur le plan interne qu'externe — contre l'Allemagne hitlérienne est régulièrement délivré par les responsables communistes (2). A la veille du 1<sup>er</sup> mai 1939, Georges Dimitrov, au nom de l'Internationale communiste, appelle les ouvriers à manifester en commun « *contre les fauteurs de guerre, pour une riposte énergique aux agresseurs fascistes, pour l'application de sanctions économiques, politiques et militaires à leur égard* » (3).

Dans cette volonté de mobilisation antifasciste, l'annonce de la signature d'un pacte entre Ribbentrop et Molotov suscite une incrédulité profonde dans les rangs communistes. Elle ne met toutefois pas directement fin à un antihitlérisme affiché (4). Il faut attendre les premiers jours du mois de septembre pour que s'opère le tournant : la guerre en cours est

(2) Tel est, par exemple, le sens du message du secrétaire général du PCF, Maurice Thorez, au comité central de son parti le 21 novembre 1938 : « *Défendre la France contre Hitler comporte, en ce moment, une signification très précise pour la classe ouvrière ; c'est défendre avec les conquêtes sociales de notre peuple la possibilité de leur élargissement de leur épanouissement ultérieur* ». Cité par Germaine WILLARD, « Le PCF et la deuxième guerre mondiale », in Roger BOURDERON, Jean BURLES, Jacques GIRAULT, Roger MARTELLI, Jean-Louis ROBERT, Jean-Paul SCOT, Danielle TARTAKOWSKI, Germaine WILLARD, Serge WOLIKOW, *Le PCF, étapes et problèmes, 1920-1972*, éd. sociales, 1981, 639 pages, p. 206.

(3) Georges DIMITROV, *L'URSS et le prolétariat international*, Bureau d'édition de Paris 1939, 24 pages, p. 24.

(4) Le 26 août 1939, *L'Humanité* titre encore : « *Pour l'union de la nation française contre l'agresseur hitlérien* ». Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WABLE, José GOTOVITCH, *op. cit.*, p. 132.

devenue pour le Komintern une guerre capitaliste pour un repartage du monde. Dès le 8 septembre, selon Karel Bartosek, le parti communiste tchécoslovaque est informé par l'IC de la nouvelle nature du conflit. Il s'agit d'une bataille entre impérialismes rivaux dans laquelle la classe ouvrière n'a pas à s'engager (5). En Belgique, le comité central du PCB officialise ce virage le 13 septembre : « *Il ne faut pas que la Belgique devienne le champ de bataille de l'Europe, il faut mettre fin à la guerre par la défaite du fascisme et de la réaction* » (6). Pour les partis communistes occidentaux le mot d'ordre devient bientôt « *Ni Londres, ni Berlin* ».

En octobre 1939, Dimitrov précise la nouvelle ligne de l'Internationale communiste : « *Par son caractère et sa nature, la guerre actuelle est, des deux côtés, une guerre impérialiste injuste, malgré des mots d'ordre trompeurs dont les classes gouvernantes des Etats capitalistes belligérants cherchent à couvrir leurs véritables buts aux yeux des masses populaires* » (7).

S'il y a donc une réorientation stratégique fondamentale par rapport à la ligne anti-fasciste d'avant septembre 1939, une certaine circonspection reste parfois de mise. Dans le cas du parti communiste français, Stéphane Courtois et Denis Peschanski ont ainsi souligné que « *tout indique que d'octobre 1939 à juin 1940, le PCF n'a pas préconisé un défaitisme révolutionnaire actif dans l'armée, où le sabotage dans les usines de guerre ; il s'est contenté d'en agiter la menace lorsqu'il a craint que la France n'entrât en guerre ouverte contre l'URSS* » (8).

L'attitude des partis et de l'Internationale communistes après mai 1940 apparaît confuse. Plusieurs tentatives sont réa-

(5) Karel BARTOSEK, « Directives inédites de l'Internationale communiste », in Jean-Pierre AZEMA, Antoine PROST, Jean-Pierre RIOUX, *Le parti communiste français dans les années sombres. 1938-1941*, Seuil, 1986, 317 pages, p. 275.

(6) Cité par José GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944. Un aspect de la résistance en Belgique*, Labor, 1992, 609 pages, p. 59.

(7) Il y précise le nouveau rôle des partis communistes : « *Les partis communistes doivent vite se regrouper, en tenant compte des conditions de la guerre, épurant leurs rangs des éléments pourris, capitulards, établir une discipline bolchevique de fer. Il faut concentrer le jeu contre l'opportunisme qui glisse vers des positions de 'défense nationale' qui soutient la légende sur le caractère antifasciste de la guerre (sic)* ». Georges DIMITROV, *La guerre et la classe ouvrière des pays capitalistes*, éditions Germinal, octobre 1939, 16 pages, p. 4 et p. 15.

(8) Stéphane COURTOIS et Denis PESCHANSKI, « La dominante de l'Internationale et les tournants du PCF », in Jean-Pierre AZEMA, Antoine PROST, Jean-Pierre RIOUX, *op. cit.*, p. 260.

lisées pour la réparation légale de quotidiens communistes sous l'occupation. Par ailleurs, pendant et après l'échec de ces démarches, se multiplient des condamnations communistes de toute forme de collaboration avec l'occupant. Cette dénonciation s'accompagne d'une critique d'ordre social contre la misère et le travail en Allemagne. Cette tonalité revendicative s'étend, dans les premiers mois de l'année 1941, à l'occupant lui-même. Les partis communistes convient de plus en plus souvent à une lutte nationale contre l'occupant et la collaboration. Cet appel à un combat national devient éclatant avec l'invasion de l'Union soviétique.

## II. — LE COMBAT « NATIONAL »

L'attaque nazie, le 22 juin 1941, contribue en effet à sceller une évolution ou à marquer un tournant selon les interprétations (9) et les partis considérés. Il est évident au niveau de l'Internationale communiste où le jour même de l'attaque allemande se forme un triumvirat dirigeant — Dimitrov, Manouïlski et Togliatti — qui marque un incontestable retour à la politique du VII<sup>e</sup> congrès.

L'heure est désormais à l'union nationale et à l'union des pays libres — régimes économiques et sociaux confondus — contre les forces de l'axe. Tout est subordonné à ce nouvel objectif. Celui-ci marie lutte nationale et défense de la patrie du socialisme. Les nouvelles directives sont sans équivoque : *« La lutte menée actuellement par l'URSS est une guerre de défense nationale contre la barbarie fasciste. De l'issue de cette lutte gigantesque dépend le sort de notre pays et de tous les pays occupés et asservis par l'Allemagne. Il ne s'agit pas d'une lutte entre deux systèmes, le socialisme et le capitalisme, mais d'une lutte pour abattre le fascisme et empêcher Hitler de réaliser ses*

---

(9) Dans son étude classique, José Gotovitch a mis en évidence que la stratégie de front national mise en place par le parti communiste de Belgique et de résistance à l'occupant a été entreprise bien avant juin 1941. Il souligne : *« Nous y insistons, stratégiquement, rien ne change le 22 juin, sauf l'essentiel : cette politique devient possible car les alliés recherchés, attendus, indispensables à sa pratique deviennent disponibles »*. José GOTOVITCH, *op. cit.*, p. 116. Selon Stéphane Courtois et Denis Peschanski, par contre, *« l'attaque allemande contre l'URSS modifie radicalement les termes de la stratégie communiste [en France] »*. Stéphane COURTOIS, Denis PESCHANSKI, *op. cit.*, p. 266.

*plans de conquête et de domination du monde.* Toute autre interprétation, tout bavardage sur la révolution mondiale ne peut que servir la propagande hitlérienne (10) qui s'efforce d'organiser une croisade mondiale contre le communisme » (11).

Dans le numéro de juillet 1941, *Le drapeau rouge* appelle les « travailleurs » et le « peuple » à faire face à la « cynique » agression contre l'URSS et à s'unir dans la lutte pour l'indépendance du pays (12).

### III. — UNE « EUROPE » COMMUNISTE ?

Y a-t-il et y aura-t-il dans cette perspective une définition ou une ébauche politiques d'une « Europe » spécifique au « monde » communiste jusqu'à la fin de la guerre ? Avec quelques nuances, la réponse à cette question est très clairement négative. Nous n'avons trouvé trace d'un quelconque « projet européen » propre à un parti ou à plusieurs formations communistes. Différents éléments expliquent, selon nous, cette absence.

— L'ensemble des options et des pratiques communistes mises en place durant cette étape est entièrement consacré à la lutte politique et militaire contre l'Allemagne hitlérienne et corrélativement pour soulager humainement, économiquement et militairement l'URSS — en particulier en revendiquant l'ouverture d'un second front. Dans ce contexte, les besoins de l'Union soviétique requièrent une approche qui effarouche le moins possible les alliés extérieurs et intérieurs. C'est dans cette optique que la politique des « front nationaux » est développée. C'est dans cet ensemble aussi qu'intervient par exemple la dissolution de l'Internationale communiste. Les partis communistes s'appuieront sur cette décision pour « confirmer » leur ancrage national historique et contemporain : « En ces heures décisives où l'ennemi rassemble ses dernières forces et où tout doit être mis en œuvre pour organiser l'assaut

---

(10) Souligné par nous.

(11) PCB, *Directive*, juillet 1941, archives du PCB.

(12) « Le drapeau rouge », juillet 1941, in *Le drapeau rouge clandestin, pages glorieuses de l'histoire du parti communiste de Belgique*, Fondation Joseph Jacquemotte, 1971, 232 pages, p. 17.

*général qui l'écrasera définitivement, la décision des partis communistes apporte donc une contribution inestimable à la lutte pour la libération. A nous de faire que cette contribution porte ses fruits !* » (13). Pour sa part, *L'Humanité* développe dans le numéro annonçant la disparition de l'IC un article au titre significatif « *Les sources françaises du parti communiste français* » (14). Soulignons par ailleurs que cette volonté de consolidation nationale ne valut pas seulement pour les partis communistes occidentaux mais aussi pour l'URSS. Selon Lilly Marcou, elle correspondit également « *à une période où les sentiments nationaux, patriotiques, voire religieux prenaient le pas sur les considérations d'ordre idéologique à l'intérieur même de l'URSS* » (15).

– Dans cette ligne tracée, toute réflexion ou toute considération relatives aux lendemains de la libération, aux régimes politique et économique imaginables des pays dans lesquels ils œuvrent, ou encore aux relations internationales est évacuée. Evacuée parce que matériellement impossible, mais surtout parce que politiquement refusée. Toute interrogation est refoulée au nom du combat de tous les instants : « *Nous nous sommes toujours abstenus de forger des projets pour l'après-guerre. Nous laissons à d'autres, disposant sans aucun doute de plus de loisirs que nous, l'inutile souci (16) d'élaborer en dehors de la réalité des plans plus ou moins alléchants* » (17).

(13) « Après la dissolution de l'Internationale communiste. A l'assaut contre le fascisme hitlérien I, Le drapeau rouge », juillet 1943, in *op. cit.*, p. 187.

(14) On y lit notamment que « *le parti communiste français est l'héritier, le continuateur des grandes traditions révolutionnaires de notre prolétariat. Le développement du communisme français commence à l'époque de la révolution française* ». « *L'Humanité* », 15 juin 1943, in *L'Humanité clandestine*, éditions sociales, 1975, t. 2, 582 pages, p. 239.

(15) Lilly MARCOU, *Le Kominform*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977, 344 pages, p. 3.

(16) Souligné par nous.

(17) José Gotovitch confirme pour le PCB : « *Nous aurons beau fouiller les archives, interroger tous les acteurs possibles, scruter tous les textes ultérieurs du PC, du FI, des PA, nous ne trouverons aucune esquisse d'un programme quelconque allant au-delà de cette volonté affirmée : châtier les traitres, rétablir et protéger la démocratie, assurer au parti communiste la place à très gros traits, le PCB s'interdit et interdit à ses membres de distraire leur attention du primat de l'action immédiate, de la préparation du soulèvement national. La libération prouvera, a contrario, que tel était vraiment son projet, ou à tout le moins qu'il ne possédait aucune formule prête à l'emploi* ». José GOTOVITCH, *op. cit.*, p. 359. Au demeurant, la directive interne du 28 septembre 1943 est tout à fait explicite : « *Nous savons, en tant que marxistes-léninistes, qu'au cours de n'importe quelle période, nos tâches aussi bien que notre tactique sont conditionnées par les circonstances existant à ce moment. D'autre part, ce que nous ferons ou ne ferons pas au lendemain de la libération ne peut être considéré comme*

– Outre ces raisons à l'appel au combat patriote inlassable contre l'occupant s'ajoute la nécessité d'opérer ce que Dominique Colas a appelé, pour le PCF, un « *transfert de légitimité* » : « *Le but du parti est nettement de reconstruire une mémoire neuve, non en faisant table rase du passé, mais en réinterprétant celui-ci dans un mythe dont la version officielle est donnée par Jacques Duclos le 1<sup>er</sup> juillet 1944 : 'La France n'a jamais cessé d'être en guerre. Tandis que Pétain capitulait honteusement en juin 1940 et renouvelait, avec encore plus d'ignominie, la trahison de Bazaine, notre parti exprimait sur les terres de France la volonté des Français de n'être jamais un peuple d'esclaves et il appelait à la lutte pour la libération et l'indépendance de la patrie. En même temps à Londres, le général de Gaulle appelait lui aussi les Français à la résistance'* » (18). Tous les symboles nationaux sont mobilisés et revendiqués. Le plus saisissant est sans doute l'appropriation en France de Jeanne d'Arc par *L'Humanité* contre les collaborateurs français : « *La vérité est que Jeanne symbolise le patriotisme tandis que Pétain est l'incarnation de la trahison. Quant au quinzième siècle, dans une France en proie à de mortelles divisions, alors que les féodaux avaient livré le trône de France à l'étranger, Jeanne d'Arc partit en guerre pour bouter l'ennemi hors de France, elle exprimait le patriotisme populaire, la volonté d'indépendance et de sécurité des masses françaises victimes à la fois des luttes entre les féodaux et de l'oppression étrangère* » (19).

– Soulignons par ailleurs l'approche extrêmement pragmatique de Staline en matière de relations internationales. Le but principal de la diplomatie soviétique vise à l'installation, sur

---

le problème central et ne doit en aucun cas distraire le parti de ses tâches actuelles ». *Les communistes au lendemain de la libération*, directive du 28 septembre 1943, archives du PCB.

(18) Dominique COLAS, « Logique et symbolique de la nation chez de Gaulle et les communistes (1939-1945) », in Stéphane COURTOIS et Marc LAZAR (Sous la direction de), *50 ans d'une passion française. De Gaulle et les communistes*, Balland, 1991, 342 pages, p. 165.

(19) « Patriotisme et trahison », *L'Humanité*, 15 mai 1955, n° 296, *L'Humanité clandestine*, éditions sociales, 1975, t. 2, 582 pages, p. 422. En Belgique, c'est la lutte pour l'indépendance du pays qui est mobilisée : « *Bruzellois ! Bientôt reviendra l'anniversaire des glorieuses journées de septembre 1830. En souvenir des héros tombés dans la lutte contre l'oppression étrangère, redoublez d'activité contre les nazis* », septembre 1830-septembre 1941, tract de la fédération bruxelloise du PCB, archives du PCB.

les territoires libérés par l'armée rouge (20), de gouvernements non hostiles envers l'Union soviétique, au maintien et au développement de l'union des « trois grandes puissances » : la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Il s'agit là d'une des deux références tangibles que soulignent les partis communistes occidentaux pour l'établissement d'une coopération et d'une paix durables après la guerre. L'autre donnée référentielle que nous avons pu trouver dans la littérature communiste est le libre choix des régimes politiques dans l'optique d'une très vague « coopération fraternelle des peuples de l'Europe » (21).

— Enfin, l'idée d'unification européenne est assez étrangère au cadre référentiel communiste, et même plus largement de gauche. Les références historiques aux volontés de rassembler les pays d'Europe font le plus souvent appel à des entreprises soit militaires, soit anti-démocratiques, soit, dans le vingtième siècle, anti-soviétiques. La mobilisation par le régime nazi de cet idéal ne fit, aux yeux de l'Union soviétique et des partis communistes, que renforcer cette conviction.

#### IV. — UNE LIBÉRATION « NATIONALE »

L'horizon d'une participation aux gouvernements en exil et de la libération conduit les partis communistes occidentaux, dans une double dynamique — internationale et nationale —, à modifier leur orientation du tout au « front national ». Dans leur désir de peser dans le processus d'après-guerre et de

---

(20) Dont les zones d'influence ont été négociées crûment entre Churchill et Staline le 9 octobre 1944. Voir André FONTAINE, *Histoire de la guerre froide. De la révolution d'octobre à la guerre de Corée. 1917-1950*, Seuil, 1965, 496 pages, p. 245.

(21) Les communistes belges font explicitement référence à ce sujet au discours de Staline après la conférence des ministres des affaires étrangères de Moscou : « Dans le discours qu'il a prononcé le 7 novembre, notre camarade Staline, développant les grandes lignes de la reconstruction de l'Europe après la défaite hitlérienne a envisagé le rétablissement de l'indépendance des pays actuellement asservis par l'Allemagne et notamment celle de la Belgique, le droit de ces pays de librement choisir leur régime politique, un système de sécurité rendant impossible une nouvelle agression allemande et la collaboration fraternelle des peuples de l'Europe en vue de guérir les plaies de la guerre ». *Staline et la Conférence de Moscou nous ont appris que le moment du soulèvement national approche*, « Le drapeau rouge », novembre 1943, in *op. cit.*, p. 197.



renouveau politique escompté (22), ils affirment politiquement l'importance des organisations de résistance dans les recompositions politiques à voir le jour, la nécessité d'opérer une épuration et surtout de mettre hors d'Etat de nuire l'Allemagne. La teneur des cinq points du programme que Duclos transmet pour une entrée des communistes français au CFLN en atteste par exemple : « *Application ferme et résolue de mesures tendant :*

- » 1. *à la mise en œuvre de tous les moyens d'outre-mer et de la France pour la guerre, à la formation d'une armée anti-hitlérienne puissante et à l'armement des patriotes ;*
- » 2. *au châtimement exemplaire de tous les traîtres déjà entre les mains du CFLN et à l'épuration énergique des administrations publiques des éléments de la cinquième colonne ;*
- » 3. *au développement d'une politique démocratique et sociale galvanisant toutes les énergies françaises et créant l'enthousiasme pour la participation de tous à la guerre libératrice ;*
- » 4. *à pratiquer une politique d'union la plus grande de la France, par la compréhension des légitimes satisfactions des masses indigènes ;*
- » 5. *à l'accroissement du rôle de la France dans le bloc des Nations Unies sur la base de l'indépendance de notre pays et de la restauration de la grandeur, par le développement au maximum de la participation des Français à la lutte commune des Alliés » (23).*

Les conditions de cette réorientation – dans le cadre d'une certaine autonomie nationale – n'alla pas toujours sans poser certaines difficultés. En raison même des conditions de la guerre et de l'autonomie officielle dans le choix des partis communistes, certaines décisions et orientations ne sont pas tou-

---

(22) Certains extraits de la résolution du comité central du PCB en témoignent : « *Le parti communiste soutient l'action du gouvernement belge de Londres dans la mesure où ce gouvernement exprime les aspirations de la population belge et contribue à sa lutte contre l'hitlérisme. (...) D'autre part, le CC du PC estime indispensable que le gouvernement Pierlot donne un démenti catégorique et précise au sujet des tendances imputées par la propagande allemande à certains ministres belges qui voudraient soi-disant abandonner ou amoindrir l'indépendance du pays* ». Les tâches du parti communiste de Belgique à la veille des combats décisifs pour la libération du pays, résolution du CC, avril 1944, Archives du PCB.

(23) Cité par Jacques FAUVER en collaboration avec Alain DUHAMEL, *Histoire du parti communiste français. 1920-1976*, Fayard, 1977, 621 pages, p. 334.

jours confondues avec les *desiderata* – parfois non explicites – de Moscou. Joan Barth Urban rappelle, dans le cas du PCI, qu'il fallut le retour de Palmiro Togliatti en mars 1944 pour que sa formation accepte de participer au gouvernement avant même l'abdication du roi Victor Emmanuel III (24) et pour le fameux tournant de Salernes ; ce qui ne manqua pas, selon Marc Lazar, de « *provoquer de sérieux remous à la base comme dans le groupe dirigeant* » (25). On peut de même déceler au niveau du parti communiste français des évolutions dans les choix politiques durant l'année 1944. Dans ce cas également, il faudra le retour du secrétaire général, Maurice Thorez, à la mi-septembre 1944, pour que toute optique de rupture passe manifestement au second plan (26).

Les partis communistes d'Europe occidentale sortent de la guerre gonflés en termes d'adhérents et d'électeurs. Ainsi en Italie, le PCI annonce 1,8 millions d'adhérents à la fin de l'année 1945, chiffre qui culminera en 1947 à 2.250.000 (27). En France, les effectifs atteignent 786.000 en 1945 et grimpent jusqu'à 814.000 en 1946 (28). Les performances électorales montrent un mouvement d'ensemble :

(24) Joan BARTH URBAN, *Moscow and the Italian Communist Party. From Togliatti to Berlinguer*, IB Tauris, 1986, 370 pages, p. 149.

(25) Marc LAZAR, *Maisons rouges. Les partis communistes français et italien de la libération à nos jours*, Aubier, 1992, p. 37.

(26) Selon Philippe BUTON, « *la stratégie de la direction communiste, s'inscrivant dans la perspective du vide créé par l'écroulement du régime vichyssois, est une stratégie duale : reconnaissant la légitimité du gouvernement provisoire et des différents organes de l'Etat, elle développe contradictoirement les éléments d'une stratégie de rupture* ». Philippe BUTON, « Le PCF, l'armée et le pouvoir à la libération », *Communisme*, 1983, n° 3, p. 61. Pour sa part, Annie KRIEDEL a établi trois étapes chronologiques sans ruptures véritables dans les choix du PCF : la stratégie directe de conquête du pouvoir (juin 1944-novembre 1944), une stratégie fondée sur le respect des intérêts prioritaires du camp socialiste basée sur un accord avec de Gaulle (automne 1944-janvier 1946) et une stratégie frontiste « classique » fondée sur la conquête du pouvoir par l'intérieur (1946-1947). Annie KRIEDEL, « Le parti communiste français, la résistance, la libération et l'établissement de la IV<sup>e</sup> République (1944-47) », in Annie KRIEDEL, *Communismes au miroir français*, éd. Gallimard, bibliothèque des histoires, 1974, 252 pages, pp. 171-175.

(27) Marc LAZAR, *op. cit.*, p. 32.

(28) Philippe BUTON, « Les effectifs du parti communiste français (1920-1984) », *Communisme*, n° 7, 1985, p. 8.

Résultats en pourcentage des partis communistes (29)

	1945	1946
France	PCF 26,1	28,6
Hollande	CPN 10,6	
Norvège	NKP 11,9	
RFA	KPD 5,8	
Belgique	PCB	12,7
Autriche	KPÖ 5,4	
Luxembourg	KPL 11,1	
Finlande	SKDL 23,5	
Italie	PCI	18,9

Peut-on à la suite de ces modifications noter une transformation des orientations politiques en matière internationale et notamment européenne au sein du « monde communiste » ?

Il y a bien sûr une modification de fait dans plusieurs États d'Europe centrale et orientale où sont installés des régimes « amicaux » envers l'Union soviétique. Mais si l'on excepte la Yougoslavie – qui a d'ailleurs fait le choix le plus autonome –, il ne s'agit pas encore de « démocraties populaires », dont les exemples économiques et politiques s'identifient avec ceux de l'URSS.

En Europe occidentale, les partis communistes, dont beaucoup sont au pouvoir en ayant réalisé des scores électoraux impressionnants, insistent avant tout sur la réalisation d'une paix durable sur le continent européen à travers la poursuite d'une collaboration étroite des « grandes puissances démocratiques ». Si les États-Unis, le Royaume-Uni et l'URSS sont le plus souvent mentionnés dans l'exécution de ce objectif (30), il arrive occasionnellement que la France soit ajoutée à cette liste. C'est le cas par exemple d'Edgard Lalmand, secrétaire général du PCB, dans son rapport au comité central du

(29) Les données proviennent de Thomas MACKIE & Richard ROSE, *The International Almanac of Electoral History*, Macmillan, 1991 (third ed.), 511 pages.

(30) « Les peuples savent que l'entente entre la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et les États-Unis fut encore nécessaire pour arracher la victoire. Ils savent que cette entente demeure indispensable pour assurer une paix solide et durable » proclame Maurice Thorez dans son rapport au cinquième congrès du PCF. MAURICE THOREZ, « Une politique française. Renaissance, démocratie, unité ». Rapport au X<sup>e</sup> congrès du PCF (26-30 juin 1945), in MAURICE THOREZ, *Œuvres, livre cinquième, tome vingt et unième (juin 1945-mars 1946)*, éditions sociales, 1963, 253 pages, p. 59.

21 octobre 1944. Il ne s'agit bien évidemment pas d'un ajout dû au hasard. Cette évocation constitue en l'espèce une mise en garde contre l'édification d'un « *bloc européen* » dominé par la Grande-Bretagne. Elle témoigne des premières craintes existant à l'encontre d'une importance anglo-saxonne trop forte dans les recompositions politiques d'après-guerre : « *A ce propos, il est bon de mettre en garde contre les tendances qui se sont manifestées dans des discours et des déclarations plus ou moins officiels et qui visent apparemment à entraîner la Belgique dans une alliance unilatérale avec la Grande-Bretagne. (...) Les petites nations ont tout à gagner à ce que soit maintenue et renforcée l'unité des peuples pacifiques épris de liberté et d'indépendance, et ce serait de leur part une politique de suicide que de participer à des combinaisons internationales qui aliéneraient leurs libertés et hypothéqueraient dangereusement leur indépendance* » (31).

La crainte d'une emprise trop forte du Royaume-Uni mais surtout des Etats-Unis s'est manifestement développée à la fin de la guerre dans le chef des autorités soviétiques relayées par les partis communistes occidentaux. Il s'agit d'une des raisons expliquant l'importance des discours et des mots d'ordre sur l'indispensable mobilisation en faveur de la production (32). Le plaidoyer « *productiviste* » (33) est étroitement et formelle-

(31) Edgard LALMAND, *Le parti communiste de Belgique dans sa lutte pour la libération*. Rapport présenté au comité central du PCB pour la libération le 21 octobre 1944, 31 pages, p. 7. En juin 1946, Maurice Thorez, devant le comité central du PCF, justifiera également une approche spécifique de la France avec l'URSS : « *Nous devons aussi maintenir nos positions sur l'entente nécessaire avec les trois grands, entente qui a été la condition de la défaite de l'Allemagne et qui demeure la condition de la paix. Et sur la nécessité de l'alliance franco-soviétique, nullement exclusive de l'entente avec nos grands amis et alliés, l'Angleterre avec les Etats-Unis* ». Maurice THOREZ, « *Face à la réaction. Unité ouvrière et rassemblement des forces démocratiques* », 15-16 juin 1946, comité central de Saint-Denis, in Maurice THOREZ, *Œuvres, t. vingt-deuxième* (mars-novembre 1946), éd. sociales, 1964, 254 pages, p. 120.

(32) En 1962, Giorgio Amendola rappelait que toute la politique du PCI fut subordonnée « *aux besoins économiques les plus immédiats : la relance de la production et la nécessité économique d'organiser les élections afin de résoudre la question des institutions et d'élire la constituante. Ainsi la nouvelle politique put être considérée comme une alliance entre la classe ouvrière et la bourgeoisie laborieuse pour la reconstruction du pays. Elle se développa surtout après le 2 juin, dans le cadre de l'alliance tripartite (entre PCI, PSI et DC) conclue pour hâter la reprise industrielle avec l'élimination des CLN* ». Giorgio AMENDOLA, « *Lutte des classes et développement économique après la libération* », *Les temps modernes*, septembre-octobre 1962, p. 689.

(33) En France, c'est le discours de Maurice Thorez devant les mineurs de Waziers qui en reste le symbole le plus éclatant : « *Le problème décisif de l'heure, c'est le problème de la production. Vous le savez déjà camarades, c'est ce qui m'a amené à Waziers ; c'est pourquoi le bureau politique m'a envoyé vous parler. (...) Ici, chers camarades, je le dis en toute*

ment associé à la poursuite, pour les États d'Europe occidentale, d'une politique étrangère indépendante de toute puissance étrangère (34).

Cependant, la ligne internationale de l'Union soviétique, dont l'application est exprimée par les partis communistes, s'avère toujours extrêmement prudente. Dans cet ensemble, le comportement des communistes yougoslave et grec (35) semble, à partir de 1946, quelque peu en porte à faux. Il est vraisemblable que l'ouverture des archives en Union soviétique permettra de mieux comprendre l'attitude de Staline en Grèce tant il est vrai que la conduite du parti communiste grec fut systématiquement à contre-courant des réalités. Il n'est pas impossible que le sacrifice — car il s'agit bien de cela — imposé à l'organisation de Zachariadis ait été une forme d'avertissement à l'encontre des autorités occidentales devant le refroidissement des relations internationales et la coupure de plus en plus nette entre Europe occidentale et orientale.

#### V. — AUX ORIGINES DE LA GUERRE FROIDE

Les signes d'une tension et d'un durcissement se multiplient en effet dont nous retiendrons symboliquement le discours de Staline en février 1946 et de Churchill quelques semaines plus tard. Selon Lilly Marcou, l'allocution de Staline indiquait bien un tournant mais en politique intérieure : « *En effet, Staline qui, durant la guerre, avait fait appel à toutes les forces de la*

---

*responsabilité au nom du comité central, au nom des décisions du congrès du parti, je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate, comme la semaine dernière, aux mines de Béthune, en dehors du syndicat et contre le syndicat.* Maurice THOREZ, « Produire. Faire du charbon », Waziers, 21 juillet 1945, in Maurice THOREZ, *op. cit.*, p. 168.

(34) L'éditorial de *Rénovation* en atteste : « *En disant aux travailleurs 'production d'abord', le parti communiste n'avait pas seulement en vue le bien être immédiat des salariés, la lutte contre la 'grève perlée' des trusters mais la poursuite d'une politique étrangère indépendante non inféodée à une puissance étrangère, s'appuyant sur la sécurité collective et non sur tel ou tel groupement d'intérêts momentanés en opposition à un autre.* Théorie et action, *Rénovation*, octobre-novembre 1945, p. 5.

(35) Spécificités ou plusieurs fers au front dans le chef de Staline ? La question n'est pas tranchée. En tout état de cause, il est difficile d'imaginer dans le cas grec des choix autonomes. Nous reportons le lecteur au témoignage de Dimitri VLANDAS présenté par Ilios YANNAKIS, « Le parti communiste grec dans la résistance et la guerre civile. 1939-1949 », *Communisme*, n° 2, 1982, Irène LAGANI, « Les communistes des Balkans et la guerre civile grecque, mars 1946-août 1949 », *Communisme*, n° 9, 1986 et Christophe CURCLET, « Les communistes grecs dans la guerre », *L'Harmattan*, 1987, 323 pages.

nation pour les rassembler dans la lutte contre le fascisme mettrait à nouveau en évidence le rôle d'avant-garde du PC(b) » (36).

Au demeurant, la « réponse » du Secrétaire général du PCUS au discours de Winston Churchill à Fulton montrait certes la volonté de l'URSS d'avoir des garanties quant aux régimes d'Europe centrale et balkanique mais pas – encore – le désir de les « soviétiser » irrémédiablement : « (...) il ne faut pas oublier les circonstances suivantes : les Allemands ont envahi l'URSS à travers la Finlande, la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie. Ils ont pu exécuter leur agression à travers ces pays parce que, dans ces derniers, existaient alors des gouvernements hostiles à l'Union soviétique » (37).

Dès le milieu de l'année 1946, les partis communistes s'alarment de plus en plus des déclarations visant à la réintégration de l'Allemagne – occidentale – dans le concert des nations et plus spécifiquement des nations d'Europe occidentale. Le 10 mai 1946, Maurice Thorez avertit : « Nous le disons tout net : nous sommes inquiets lorsqu'on nous parle de 'ces bons Allemands' de ces 'bons Européens de l'Ouest' et qu'on nous invite à aider, à sauver leur civilisation » (38). Les mises en garde contre une division géographique et politique de l'Europe se multiplient. Dans ces dénonciations, les projets visant à l'unification ou à l'intégration européennes sont sévèrement dénoncés car décrits comme des tentatives de s'insérer dans cette démarche.

L'année 1947 confirme la séparation de plus en plus patente entre mondes et Europe occidentaux et orientaux, « libres » et « totalitaires ». La création du Kominform, fin septembre 1947, atteste de la rupture entre Europe « occidentale » et « soviétique ». Désormais, l'Union soviétique se réfère explicitement à la division du monde en deux blocs. Le rapport d'André Jdanov est on ne peut plus clair : « Les changements profonds survenus dans la situation internationale et dans la situation des dif-

---

(36) Lilly MARCOU, *op. cit.*, p. 25.

(37) STALINE, « Au sujet du discours de M. Churchill à Fulton, mars 1946, réponses aux questions d'un correspondant de la Pravda », in STALINE, *Textes*, t. 2, éd. sociales, 1983, 229 pages, p. 164.

(38) Maurice THOREZ, « Union des Républicains pour battre la réaction », 10 mai 1946, in Maurice THOREZ, *Œuvres, tome vingt-deuxième (mars-novembre 1946)*, éd. sociales, 1964, 254 pages, p. 93.

*férents pays à la suite de la guerre ont modifié tout le tableau politique du monde. Une nouvelle disposition des forces politiques s'est créée. Plus nous nous éloignons de la fin de la guerre et plus nettement apparaissent les deux principales directions de la politique internationale de l'après-guerre, correspondant à la disposition en deux camps principaux des forces politiques qui opèrent sur l'arène mondiale : le camp impérialiste et anti-démocratique d'une part et, d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique » (39). Dorénavant, les partis communistes doivent dénoncer l'emprise croissante des États-Unis – leader du monde impérialiste – sur les pays européens et donc à défendre l'indépendance nationale (40) : « C'est aux partis communistes qu'incombe le rôle historique particulier de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe et de démasquer résolument tous les auxiliaires intérieurs de l'impérialisme américains » (41).*

Dans le rapport qu'il présente au comité central des 29-30 octobre 1947, Maurice Thorez relaie les recommandations du Kominform en attaquant les plans américains présentés comme un asservissement de la France, la trahison de Léon Blum et de Paul Ramadier et en fixant comme tâche « sacrée » au parti communiste français de « tenir plus fermement que jamais, dans ses mains robustes, le drapeau de la lutte pour l'indépendance et la souveraineté nationales » (42).

La lutte contre le « plan Marshall » matérialisera ostensiblement le combat « nouveau » des communistes contre les États-Unis, contre la séparation de l'Europe en deux, contre les plans d'unification européenne redonnant crédit et hégémonie à l'Allemagne : « Nous savons à présent que le sauvetage de l'Europe, tel que le conçoivent les impérialistes d'outre-Atlantique, implique le redressement rapide de l'économie allemande. Il

(39) Rapport d'André Jdanov sur la situation internationale présenté à la conférence d'information des neuf partis communistes qui s'est tenue en Pologne à la fin du mois de septembre 1947, éd. de *La nouvelle critique*, 1947, 32 pages, p. 8.

(40) Le document y fait explicitement référence : « Une tâche particulière incombe aux partis communistes frères de France, d'Italie, d'Angleterre et des autres pays. Ils doivent prendre en main le drapeau de la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté de leur propre pays ». *Ibidem*, p. 26.

(41) *Ibidem*, p. 26.

(42) Maurice Thorez, « Le combat pour la République et pour l'indépendance, rapport au comité central des 29-30 octobre 1947 », *Cahiers du communisme*, octobre 1947, p. 1114.

*serait question de réserver à la seule Allemagne 40 % de l'ensemble des crédits à consentir par les Etats-Unis à l'Europe ; d'autre part, des instructions auraient été données en vue de mettre pratiquement fin aux réparations. Ainsi, les bourreaux non seulement bénéficieraient d'un régime de faveur, mais le redressement de leur économie serait financé par les sacrifices imposés aux victimes » (43).*

Le combat que mèneront les partis communistes d'Europe occidentale contre les premières institutions communautaires est déjà très largement inscrit dans ces campagnes.

## VI. — CONCLUSIONS

Au terme de ce travail, il nous paraît indéniable que les partis communistes d'Europe occidentale, à l'instar de l'Internationale communiste, n'ont pas défini, durant les années de conflit et juste après-guerre, une conception spécifique au point de vue politique ou géographique de l'« Europe ».

En fonction de préalables et de lignes politiques très différents, les PC se sont inscrits dans une optique « nationalisante » : au nom de la lutte interclassiste de libération nationale contre l'Allemagne nazie pendant la majeure partie de la guerre ; au nom de la nécessité du redressement économique et politique des nations d'Europe au lendemain de la libération ; au nom enfin d'une emprise supposée sur l'Europe des élites politique, économique et financière américaines.

Dans ces trois circonstances très globalement rappelées, les partis communistes d'Europe occidentale se sont vus assignés pour tâche et se sont donnés pour devoir d'assurer la défense de la « souveraineté nationale » contre les différentes menaces qui ont, selon eux, pesé sur elle. Dans ce contexte, l'organisation ou l'unification européennes furent absentes des réflexions volontaristes des mouvements communistes. Au contraire, l'« Europe » fut le plus souvent perçue et dénoncée comme une construction réactionnaire, militariste et antisoviétique. Dans le chef des puissances de l'axe entre 1941 et 1945 ; dans le chef

---

(43) Edgard LALMAND, *Le plan Marshall et l'avenir de la Belgique*, Société populaire d'édition, 1947, 16 pages, p. 11.



des Etats-Unis dès 1946 et plus manifestement après le discours de Marshall en juin 1947. Cette condamnation ne prendra cependant toute son ampleur qu'à partir de 1948 et surtout contre les projets d'armée européenne et de Communauté européenne du charbon et de l'acier.

